

Paris le 14 février 2020

Ces derniers mois, les images de violences à l'encontre des gilets jaunes sur les réseaux sociaux et dans les médias ont fait place à celles à l'encontre des manifestant-es contre le projet de réforme des retraites, un tir à bout portant de LBD, des matraquages, manifestant-es au sol frappé-es...Le décès d'un livreur suite à un contrôle de police est venu encore assombrir le tableau. Désormais il y a aussi des images d'arrestations violentes de lycéen-nes, comme ce week-end à Bordeaux.

Inédit, on a aussi vu ces dernières semaines des dizaines de lycéen-nes ayant participé au blocage de leur lycée pour dénoncer le Bac à la Blanquer, mis en garde à vues, voir déféré-es, et subir les humiliations désormais inhérentes à ces garde à vues.

On ne peut que penser aux lycéen-es de Mantes-la-jolie qui avaient déjà subi en décembre 2018 ces humiliations policières bafouant les droits élémentaires, et marquant un pas de plus vers l'ignominie de la répression.

Les exactions policières qui ciblent de longue date et en toute impunité les jeunes des quartiers populaires, s'affichent en pleine lumière depuis plusieurs mois dans les centres villes. Quel que soit leur localisation, elles sont tout autant intolérables et indignes d'un pays censé être un Etat de droit.

Si désormais le terme de violences systémiques semble faire son chemin (voir édito du Monde du 11 janvier 2020, enfin !), si le pouvoir lui-même fait montre de retirer une grenade dangereuse GLIF4 (ce qui n'est qu'une mascarade, le reste de l'arsenal guerrier persistant), ce gouvernement ne remet pas en cause sa politique de répression, reste dans le déni du terme même de violences policières.

Or l'explosion sur l'ensemble du territoire du nombre de ces violences policières ces dernières semaines confirme si besoin était que nous ne sommes pas face à des « bavures » et autres « dérapages » individuels mais bel et bien face à des pratiques collectives qui font système.

Le gouvernement est directement responsable de cet état de fait. Il s'agit clairement d'étouffer les mouvements sociaux et celles et ceux, des lycéen-nes jusqu'aux retraité-es, des militant-es écologistes jusqu'aux journalistes les relayant, qui osent dire non au monde que Macron et consorts veulent imposer.

Nous ne céderons pas et à la violence systématisée de ce gouvernement, nous continuerons d'opposer encore et toujours l'entraide et la solidarité !

Pour Solidaires, ce combat est celui pour une vraie démocratie, celle qui n'apporte pas comme seule réponse à la contestation majoritaire une réponse de répression.

Union syndicale Solidaires

01 59 38 30 20 www.solidaires.org

contact@solidaires.org

facebook @USolidaires instagram union_solidaires twitter @UnionSolidaires